

Soutien des syndicats d'Afrique de l'Ouest à la grève des sans papiers en France

Sans papiers /

vendredi, 20 novembre 2009

Vingt-cinq responsables syndicaux(*) de cinq pays (Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Mauritanie et France) en charge des travailleur-se-s migrant-e-s, se sont réunis à Dakar du 17 au 19 novembre 2009 pour débattre des politiques migratoires et échanger leurs expériences dans la défense des droits des migrants.

Analysant les accords dits de « gestion concertée des flux migratoires et de co-développement », négociés entre la France et un certain nombre de pays d'Afrique dans la plus grande opacité, les organisations syndicales ont dénoncé :

- ▶ l'instrumentalisation de l'aide publique au développement et de la migration légale dans le but de renforcer les politiques répressives (facilitation des expulsions, coopération policière, etc.) ;
- ▶ des dispositions, comme la présomption de nationalité ou l'obligation de réadmission de migrants non originaires mais ayant transités ou résidés par le pays signataire, qui présentent de graves risques d'atteintes à la dignité et aux droits des migrants renvoyés ;
- ▶ des volets d'organisation des migrations légales (immigration de travail, visas de circulation, cartes « compétences et talents », etc.) extrêmement restrictifs et construits sur les besoins exclusifs de l'économie française, sans tenir compte des besoins et des réalités des pays d'origine.

Identifiant les besoins et les moyens d'un accompagnement syndical des travailleur-se-s migrant-e-s, elles se sont engagées à travailler ensemble sur un contenu revendicatif commun portant notamment sur la ratification des conventions 97 et 143 de l'OIT sur la protection des travailleur-se-s migrant-e-s ou la généralisation et l'harmonisation des conventions bilatérale de sécurité sociale pour garantir l'égalité des droits à la protection sociale.

Elles ont réaffirmé la priorité à l'organisation et à la syndicalisation des travailleur-se-s migrant-e-s pour conquérir l'égalité des droits.

Les organisations syndicales d'Afrique de l'Ouest ont marqué un vif intérêt pour la lutte des travailleur-se-s sans papiers en grève en France, surexploités parce que sans droits. Dans un message de soutien aux grévistes, elles ont salué leurs combats en faveur de la dignité et de la justice. Interpellant leurs gouvernements respectifs, les responsables syndicaux ont réclamés que des pressions soient exercées vis-à-vis du gouvernement français pour que les revendications des travailleur-se-s sans papiers soient rapidement satisfaites.

Montreuil, le 20 novembre 2009

(*) Participaient à ce séminaire : la Confédération syndicale des travailleurs du Bénin (CSTB) ; la Confédération des syndicats autonomes (CSA) du Bénin ; la Confédération générale des travailleurs du Burkina Faso (CGTB) ; la Confédération générale du travail de Mauritanie (CGTM) ; la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM) ; la Confédération générale du travail (CGT) de France ; la Confédération des syndicats autonomes (CSA) du Sénégal ;
